



Paris, le 28 septembre 2010

Communiqué du Bureau national

PLFSS 2011 : de nouvelles restrictions pour les malades

La commission des comptes de la sécurité sociale a annoncé un déficit du régime général de plus de 23 milliards d'euros en 2010. Si le gouvernement affiche une baisse pour 2011, c'est au prix de prévisions exagérément optimistes, qu'il est le seul à croire. Pour l'assurance maladie, ce déficit devrait tourner autour de 12 milliards d'euros, en hausse.

Roselyne Bachelot voulait faire de 2011 l'année des patients et de leurs droits : au regard des mesures de restriction annoncées, 2011 se présente plutôt comme celle de tous les sacrifices pour les malades.

La gestion de la sécurité sociale par les gouvernements de droite se révèle désastreuse puisque le déficit ne cesse de se creuser. En 2011, les réponses apportées sont une fois encore les mêmes : **faire payer les malades à travers de nouveaux déremboursements**, devenus la marque de fabrique de ce gouvernement. Après les franchises médicales et la hausse du forfait hospitalier, arrivent cette année la baisse du remboursement des médicaments à vignette bleue ainsi que l'instauration d'un forfait non remboursé de 18 euros sur les actes hospitaliers jusqu'à 120 €.

Alors que **les dépenses de santé à la charge des Français ont augmenté de plus de 50% depuis 2001 et que 40% des Français renoncent à des soins ou les diffèrent**, le gouvernement adopte des mesures qui vont aggraver la situation. En transférant une part croissante de la prise en charge sur les complémentaires santé, dont le coût s'accroît, le gouvernement pénalise les ménages modestes et de la classe moyenne. Mais au-delà, il poursuit un mouvement inexorable de réduction de la place de l'assurance maladie, au profit d'organismes complémentaires, et ouvre la voie à la privatisation du système de santé avec la sélection des risques et des patients.

Face à la dérive des comptes sociaux, les socialistes proposent d'opérer une refonte globale des prélèvements sociaux conforme aux exigences d'efficacité, de justice et de progressivité.

Cette refonte doit aussi s'appuyer sur des réformes de structure de l'assurance maladie : meilleure contribution de l'industrie pharmaceutique, négociation d'un nouveau contrat avec les professions médicales pour favoriser les pratiques innovantes et responsables, évolutions du mode de rémunération des médecins (introduire une part forfaitaire), lutte contre les dépassements d'honoraires et remise à plat du maquis tarifaire, renforcement de la prévention.

10, rue de Solférino - 75333 Paris cedex 07 - Tél. : 01 45 56 77 26 ou 79 55

parti-socialiste.fr – courriel : presse@parti-socialiste.fr

Le Parti socialiste refuse tout fatalisme et combat résolument le démantèlement programmé de la sécurité sociale, dans le prolongement de la politique menée depuis sept ans par la droite et propose des solutions alternatives.